Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n°200 320 du 26 février 2018
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. HALABI
Rue Veydt, 28
1060 BRUXELLES

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la lutte contre la Pauvreté et désormais le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIIE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 1er août 2012, par X, qui déclare être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision déclarant irrecevable une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 *bis* de la Loi, prise le 3 juillet 2012 et notifiée le 10 juillet 2012, ainsi que de l'ordre de quitter le territoire notifié le même jour.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 décembre 2017 convoquant les parties à l'audience du 16 janvier 2018.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me BENNETT loco Me E. HALABI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. SCHYNTS loco Mes D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant déclare être arrivé en Belgique durant l'année 2000.

1.2. Le 18 avril 2008, il a introduit une première demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *bis* de la Loi, laquelle a été déclarée irrecevable dans une décision du 4 août 2008, assortie d'un ordre de quitter le territoire. Dans son arrêt n° 194 702 prononcé le 9 novembre 2017, le Conseil de céans a rejeté le recours en suspension et annulation introduit à l'encontre de ces actes.

1.3. Le 2 octobre 2008, le requérant a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *bis* de la Loi, laquelle a été déclarée irrecevable dans une décision du 26 mars 2009.

1.4. Le 9 septembre 2009, il a introduit une troisième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *bis* de la Loi, laquelle a été rejetée dans une décision du 15 juin 2011, assortie d'un ordre de quitter le territoire. Dans son arrêt n° 194 711 prononcé le 9 novembre 2017, le Conseil de céans a rejeté le recours en annulation introduit à l'encontre de ces actes.

1.5. Le 1er août 2011, le requérant a introduit une quatrième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *bis* de la Loi.

1.6. En date du 3 juillet 2012, la partie défenderesse a pris à son égard une décision d'irrecevabilité de la demande visée au point 1.5. du présent arrêt. Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« *MOTIFS :* ***Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.***

L'intéressé déclare être arrivé en Belgique en 2000 et fournit son passeport sans visa. L'intéressé n'a sciemment effectué aucune démarche à partir de son pays d'origine en vue d'obtenir une autorisation de séjour de longue durée; il s'est installé en Belgique de manière irrégulière sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Il séjourne sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par les demandes introduites sur la base de l'article 9 bis (la première en date du 18.04.2008, la seconde en date du 02.10.2008, la troisième en date du 11.09.2009 ainsi que la présente demande). L'intéressé n'allègue pas qu'il aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter le Maroc, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations de séjour requises pour la réalisation de son projet. Il s'ensuit que l'intéressé s 'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire, et est resté délibérément dans cette situation de sorte qu'il est à l'origine du préjudice qu'elle invoque (C.E. 09 juin 2004, n° 132.221).

A l'appui de [sa] demande d'autorisation de séjour, l'intéressé invoque l'Instruction du 19.07.2009 concernant l'application de l'article 9.3 (ancien) et de l'article 9 bis de la Loi du 15.12.1980. Force est cependant de constater que cette Instruction a été annulée par le Conseil d'Etat (C.E., 09 décembre 2009, n° 198.769 & C.E., 05 octobre 2011 n° 215.571). Par conséquent, les critères de cette Instruction ne sont plus d'application. La présente demande d'autorisation de séjour de plus trois mois ne sera donc pas examinée sous l'angle de la dite Instruction.

L'intéressé se prévaut d'un lien de parenté avec un citoyen de l'Union Européenne, à savoir son frère. Il convient de souligner qu'on ne voit pas en quoi cet élément constituerait une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour dans [le] pays d'origine en vue d'y lever l'autorisation requise. De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher l'intéressé de retourner dans son pays pour le faire (C.E., 27 mai 2003, n°120.020). Dès lors, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie.

L'intéressé invoque également la durée de son séjour (depuis 2000 selon ses dires) et son intégration (attaches sociales développées en Belgique et famille en Belgique) comme circonstances exceptionnelles. Il est à rappeler que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Par conséquent, la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (C.E., 24 oct.2001, n° 100.223). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (C.E., 26 nov.2002, n° 112.863).

Ainsi encore, l'intéressé invoque le respect de sa vie privée et familiale en se référant à l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales. A ce propos, il est à relever qu'un retour au Maroc, en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue pas une violation de cet article de par son caractère temporaire. De plus, une

séparation temporaire de l'intéressé d'avec ses attaches en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans le droit à sa vie familiale et privée. En effet, un retour temporaire vers le Maroc, en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens privés et familiaux de l'intéressé mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation. Considérons en outre que ledit article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale de l'intéressé et qui trouve son origine dans son propre comportement (…) (C.E., 25 avril 2007, n°170.486).

L'intéressé déclare ne plus avoir aucune attache dans son pays d'origine. Il est à noter qu'il n'avance aucun élément pour démontrer ses allégations qui permettraient de penser qu'il serait dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement son pays d'origine. D'autant plus que majeur, étant âgé de 54 ans, il ne démontre pas qu'il ne pourrait raisonnablement se prendre en charge temporairement ou qu'il ne pourrait se faire aider et/ou héberger par des amis ou encore obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe l'intéressé d'étayer son argumentation (C.E, du 13 juil.2001 n° 97.866). Par conséquent, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant impossible tout retour au pays d'origine.

In fine, il convient de relever que l'intéressé a contrevenu à l'ordre public. De fait, il ressort d'informations en notre possession que celui-ci a été condamné à une peine d'emprisonnement de 2 ans. Il est à rappeler que le fait de ne pas contrevenir à l'ordre public est une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit.

Au vu de l'ensemble des éléments développés ci-avant, la présente demande d'autorisation de séjour de plus de trois est déclarée irrecevable

En conclusion, l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique ».

1.7. Le 10 juillet 2012, la partie défenderesse a notifié à son encontre un ordre de quitter le territoire. Cette décision, qui constitue le deuxième acte attaqué, est motivée comme suit :

« *MOTIF DE LA DECISION:*
Article 7 alinéa 1er, 1 de la loi du 15 décembre 1980 modifiée par la loi du 15 juillet 1996 - Demeure dans le Royaume sans être porteur des documents visés par l'article 2 de la loi: n'est pas en possession de son visa. L'intéressé n'ayant ni déclaration d'arrivée ni cachet d'entrée dans son passeport, sa date d'arrivée ne peut être valablement déterminée.

A défaut d'obtempérer à cet ordre, le prénommé s'expose, sans préjudice de poursuites judiciaires sur la base de l'article 75 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à être ramené à la frontière et à être détenu à cette fin pendant le temps strictement nécessaire pour l'exécution de la mesure, conformément à l'article 27 de la même loi ».

2. Exposé du moyen d'annulation

2.1. La partie requérante prend un moyen unique de « *la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 1, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et du défaut de motivation, de la violation du principe de sécurité juridique, du principe de bonne foi et de bonne administration, du principe « Patere legem quam ipse fecisti et de légitime confiance, de l'article 3.2 de la Directive 2004/38 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de*

séjourner librement sur le territoire des États membres et de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ».

2.2. Elle rappelle brièvement la teneur de la motivation de la première décision querellée.

2.3. Dans une première branche ayant trait au droit à la vie privée et familiale du requérant protégé par l'article 8 de la CEDH, elle reproche à la partie défenderesse d'avoir porté gravement atteinte à la vie privée du requérant telle que garantie par l'article précité. Elle expose « *Qu'en effet, le requérant est arrivé en Belgique en 2000 et qu'il y séjourne de manière ininterrompue depuis plus de onze ans ; Qu'en raison de la longueur de son séjour sur le territoire belge, le requérant y a tissé des attaches sociales durables et a ainsi rompu tout lien avec son pays d'origine ; Que tout refus d'une autorisation de séjour à l'intéressé en vue de le contraindre à retourner au Maroc est inconcevable, au risque d'entraîner une rupture des attaches tissées avec notre pays et, partant, une atteinte à son droit à la vie privée, tel que consacré par l'article 8 CEDH, lequel stipule que : […]. Qu'en l'espèce faite, aucune mention n'est dans la décision concernant le fait que le requérant a développé en Belgique une vie privée qu'il convient de protéger ; Qu'en effet, la décision attaquée se borne à relever que les attaches affectives durables développées par l'intéressé ne suffisent pas à l'emporter sur l'intérêt supérieur de l'Etat au regard du passé judiciaire de l'intéressé ; Que la partie adverse s'est cependant totalement abstenue d'analyser la ruptures des attaches du requérant avec son pays d'origine au regard de la longueur de son séjour sur le territoire, à savoir onze ans ; Que pourtant, tant l'existence d'une vie sociale en Belgique que la rupture des attaches avec le pays d'origine imposaient à la partie adverse de ne pas se limiter à l'analyse de «la dangerosité du requérant » mais bien à l'analyse de la proportion de la mesure au regard de l'atteinte possible à la vie privée [ainsi] que des efforts entrepris par ce dernier en vue de sa réinsertion sociale; Qu'il convient de rappeler à cet égard que le danger que représenterait le requérant pour l'ordre public en cas de régularisation de sa situation administrative doit être actuel pour pouvoir l'exclure du bénéfice de la régularisation ; Qu'en l'espèce, les faits à l'origine des condamnations encourues par le requérant remontent à l'année 2007 ; Qu'à l'époque, le requérant a été trouvé en possession de stupéfiants, à savoir un demi gramme de cocaïne, qu'il réservait exclusivement à sa consommation personnelle ; Que pour ces motifs, le requérant a été condamné à une peine d'emprisonnement avec sur[s]is ; Qu'il s'agit dès lors d'un délit mineur dans la mesure où la peine encoure était inférieure à deux ans d'emprisonnement et où un sursis a par ailleurs été prononcé; Que depuis sa condamnation, le requérant a entrepris des nombreux efforts en vue de sa réinsertion, tant sociale que professionnelle; Qu'en outre , le requérant n'a plus rencontré aucun problème avec la Justice depuis l'année 2007, date de sa condamnat[ion] ; Que la partie adverse se devait à cet égard de tenir compte, à la fois de ces éléments, mais également de la longueur du séjour du requérant sur le territoire et de la rupture de ses attaches avec le Maroc* ». Elle s'attarde sur les obligations positives et négatives qui incombent aux Etats membres dans le cadre de l'article 8 de la CEDH, sur les conditions dans lesquelles une ingérence à cette disposition est permise et sur la balance des intérêts en présence qui doit être faite. Elle soulève « *Que la décision attaquée ne démontre pas qu'un examen de l'ingérence portée à la vie privée a été pris en considération, la partie adverse se limitant à considérer les délits commis par le requérant, en occultant l'existence d'une vie sociale en Belgique et surtout, la rupture des attaches avec le pays d'origine en raison de la longueur du séjour sur le territoire* ». Elle soutient « *Que s'il n'est pas contesté que, par le passé, l'intéressé s'est rendu coupable de délits et a, ce faisant, représenté un danger pour l'ordre public, une exclusion pour ces motifs de l'application des critères de régularisation constitue cependant une atteinte disproportionnée à son droit à la vie privée, garanti par l'article 8 de la CEDH ; Qu'il ressort clairement de la motivation de la décision attaquée que la partie adverse a omis de procéder à un examen de proportionnalité entre l'atteinte à l'article 8 CEDH que constitue la décision attaquée et […] la nécessité de prendre cette mesure pour protéger l'ordre public eu égard aux infractions commises par le passé* ». Elle reproduit des extraits de l'arrêt n° 105 428 rendu le 9 avril 2002 par le Conseil d'Etat, lequel reproche en substance à la partie défenderesse de ne pas avoir motivé à suffisance quant à la balance des intérêts en cause. Elle avance qu' « *il ressort clairement de la motivation de la décision attaquée que la partie adverse n'a nullement tenu compte des conséquences de sa décision sur la vie privée du requérant, lequel serait contraint de retourner au Maroc où il a rompu toute attache pour n'y être plus retourné depuis onze ans et ce, alors qu'il a été condamné pour un délit mineur, à savoir la détention d'une faible quantité de cocaïne, exclusivement destinée à sa consommation personnelle ; Que, de même, la partie adverse n'a nullement tenu compte, dans la motivation de la décision attaquée, des arguments plaidant en faveur d'une régularisation du séjour du requérant, seuls les éléments négatifs ayant justifié sa décision, manquant ainsi à son obligation de motivation et portant atteinte au principe de proportionnalité contenu dans le paragraphe 2 de l'article 8 CEDH; Qu'en effet, le requérant a pris soin de joindre à son dossier une série de documents prouvant ses efforts de réinsertion sociale, comme il en ressort par ailleurs de la lecture de*

la décision attaquée ; Qu'en effet, la décision attaquée révèle elle-même que l'intéressé peut se prévaloir d'une intégration illustrée par le fait qu'il a noué des liens sociaux sur le territoire, qu'il a suivi des cours de français, par le bénévolat au sein de « tous contre le sida », la fréquentation de l'asbl ARCHIPEL et d'un club sportif et par la possession de plusieurs promesses d'embauche » ; Qu'ainsi, le requérant a également joint à son dossier une attestation de l'asbl LA CLEMENCE de laquelle il ressort que le requérant est membre de cette association qui a pour but d'aider les gens en difficultés dans la société, soutiens et problèmes d'adaptations... ; Qu'il est dès lors manifeste, à la lumière de ce qui précède, que la partie adverse n'a nullement procéd[é] à l'examen de proportionnalité pourtant prescrit par la législation européenne en cas de risque d'atteinte à l'article 8 CEDH ». Elle se réfère à l'arrêt 5003 prononcé le 14 décembre 2007 par le Conseil de céans et elle met en évidence que « *le recours par une autorité nationale à la notion d'ordre public suppose, en tout état de cause, l'existence, en dehors du trouble social que constitue toute infraction à la loi, d'une menace réelle et suffisamment grave, affectant un intérêt fondamental de la société* ». Elle estime « *Que ces mêmes principes devraient trouver à s'appliquer par analogie au demandeur de régularisation qui séjourne sur le territoire depuis de nombreuses années ; Qu'en l'espèce, un délit unique de détention de cocaïne aux fins de consommation personnelle ne peut raisonnablement être considéré comme une menace réelle et suffisamment grave affectant un intérêt fondamental de la société et ce à fortiori alors qu'il ressort du dossier administratif que le requérant n'a p[l]us commis aucun fait répréhensible depuis sa condamnation en 2007 et que ce dernier a en outre déployé de nombreux efforts en vue de sa réinsertion sociale; Que s'il n'est pas contesté que cette ingérence dans le doit à la vie privée du requérant est prévue par la loi et poursuit un but légitime - à savoir la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'Etat,- celle-ci ne peut cependant être considérée comme étant nécessaire dans une société démocratique ; Qu'ainsi, la jurisprudence européenne a dégag[é] des critères d'appréciation de la notion de « nécessaire dans une société démocratique » (voyez en ce sens CJCE, Affaire BOUSSARA c/ France, arrêt du 23 septembre 2010) , à savoir : - la nature et la gravité de l'infraction commise par le requérant ; - la durée du séjour de l'intéressé dans le pays dont il doit être expulsé ; - le laps de temps qui s'est écoulé depuis l'infraction et la conduite du requérant durant cette période ; - la solidité des liens avec le pays hôte et avec le pays de destination[.] Que dans cette affaire, la Cour a finalement considéré que « De l'avis de la Cour, on ne peut raisonnablement soutenir que du fait des infractions commises, le requérant constituait une menace d'une gravité extrême pour l'ordre public justifiant une mesure d'expulsion définitive du territoire français. Eu égard à ce qui précède, la Cour estime que la mesure d'expulsion définitive du requérant était disproportionnée au but légitime poursuivi, à savoir la « défense de l'ordre et la prévention des infractions pénales ». Partant, il y eu violation de l'article 8 de la Convention. » ; Que cette jurisprudence - bien que concernant une expulsion du territoire- est transposable au cas d'espèce ; Qu'en effet, en refusant au requérant le bénéfice de cette régularisation exceptionnelle – la dernière-ayant eu lieu il y a dix ans –alors ce dernier- ne peut prétendre à aucune autre possibilité de régularisation bien qu'il séjourne sur le territoire depuis plus de dix ans dans l'attente d'une régularisation de sa situation administrative, la décision attaquée constitue une mesure d'éloignement déguisée ; Que le délit commis par le requérant et pour lequel ce dernier a été condamné à une peine avec sursis (critère de la nature et gravite de l'infraction) ne peut être considéré comme des faits graves et, qu'à tout le moins, il ne peut justifier une atteinte à ce point disproportionnée au droit à la vie privée du requérant en raison de la longueur du séjour du requérant sur le territoire, à savoir onze ans (critère de la durée du séjour), le laps de temps qui s'est écoulé depuis le dernier (et seul !) délit, à savoir près de cinq ans, ainsi que les attaches tissées en Belgique et la rupture des liens avec le pays d'origine de même que les nombreux efforts entrepris par ce dernier en vue de sa réinsertion sociale; Qu'à la lumière de ce qui précède, cette ingérence dans le droit à la vie privée du requérant ne peut être considérée comme nécessaire dans une société démocratique au sens de l'article 8 CEDH ; Que sur ce seul point, la motivation de la décision attaquée est dès lors illégale, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat du 9 avril 2002, ; Qu'elle ne répond en effet pas au devoir de motivation tel qu'énoncé dans les articles 1 à 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes adminsitratifs* (sic) *et l'article 62 de la [Loi] ; Que la partie adverse n'a nullement tenu compte, dans la motivation de la décision attaquée, des arguments plaidant en faveur d'une régularisation du séjour du requérant, seuls les éléments négatifs ayant justifié sa décision, manquant ainsi à son obligation de motivation et portant atteinte au principe de proportionnalité contenu dans le paragraphe 2 de l'article 8 CEDH; Qu'en effet, le requérant a pris soin de joindre à son dossier une série de documents prouvant ses efforts de réinsertion sociale, comme il en ressort par ailleurs de la lecture de la décision attaquée ; Qu'en effet, le dossier administratif révèle que l'intéressé peut se prévaloir d'une intégration illustrée par le fait qu'il a noué des liens sociaux sur le territoire, qu'il a suivi des cours de français, par le bénévolat au sein de «tous contre le sida», la fréquentation de l'asbl ARCHIPEL et d'un club sportif et par la possession de plusieurs promesses d'embauche » ; Qu'ainsi, le requérant a également joint à son dossier une attestation de l'asbl LA CLEMENCE de laquelle il ressort que le requérant est membre de cette*

association qui a pour but d'aider les gens en difficultés dans la société, soutiens et problèmes d'adaptations... ; Qu'en passant totalement sous silence ces éléments dans l'appréciation du risque actuel que représenterait le requérant pour l'ordre public, la partie adverse a gravement porté atteinte à l'article 8 CEDH ainsi qu'au principe de proportionnalité et a en outre manqué à son obligation de motivation en omettant de tenir compte de l'ensemble des éléments de la cause ; Qu'enfin, en motivant la décision attaquée par le fait que le requérant a contrevenu à l'ordre public or, le fait de ne pas contrevenir à l'ordre public est une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit sans indiquer la base légale sur laquelle se fonde cette allégation, la partie adverse manque à son obligation de motivation et ajoute en outre à la procédure de régularisation une condition non prévue par la loi ; Qu'en effet, la jurisprudence européenne en matière de droit au séjour des étrangers impose de procéder en toutes circonstances à un examen de proportionnalité au regard de l'article 8 CEDH, de sorte que la simple allégation d'une contravention à l'ordre public ne peut suffire en soi à justifier un refus de régularisation et doit faire l'objet d'un examen spécifique en fonction des circonstances de la cause ; Que la partie adverse ne pouvait dès lors se contenter de rejeter la demande de régularisation de séjour du requérant en raison de contravention à l'ordre public sans procéder au préalable à une mise en balance des intérêts, comme précédemment développé (voyez supra) ».

2.4. Dans une deuxième branche relative à « *la violation de l'article 3.2 de la Directive 2004 / 38 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement-sur le territoire des Etats membres et de l'article 8 CEDH* », elle observe que la partie défenderesse a considéré que le fait de vivre sur le territoire auprès de son frère belge, à charge et au domicile de ce dernier ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. Elle relève que le requérant a fondé sa demande sur le point 2.3. de l'Instruction du 19 juillet 2009 dont elle rappelle le contenu et elle fournit les précisions du Secrétaire d'Etat quant à ce critère. Elle fait valoir « *Qu'en l'espèce, le requérant a clairement exposé séjourner chez son frère, Monsieur [B.Y.], et sa belle-soeur, Madame [L.A.], de nationalité belge, lesquels le prennent en charge depuis plusieurs années et en particulier depuis son arrivée sur le territoire, Que le requérant séjournant de manière ininterrompue sur le territoire depuis onze ans et ayant, ainsi, rompu toute attache avec le Maroc, son frère et sa belle-soeur sont devenus sa famille la plus proche et le prennent en charge matériellement. Que depuis son arrivée sur le territoire, le requérant vit à charge de son frère et de sa belle-sœur, lesquels l'hébergent, ont toujours payé son loyer et disposent de ressources suffisantes pour subvenir aux besoins de leur ménage, à savoir plus de 1500 euros/mois en moyenne (revenus nets de Monsieur [Y.] et allocations de chômage de Madame [A.]) ; Que tout retour du requérant au Maroc est dès lors inconcevable eu égard à sa situation familiale actuelle, ce dernier vivant à charge de son frère et de sa belle-soeur depuis plusieurs années et en particulier depuis son arrivée sur le territoire ; Qu'ains[i], le requérant a veillé à produire des documents prouvant qu'il vivait dans la plus totale indigence au Maroc et qu'il vit à charge de son frère et de sa belle-soeur depuis son arrivée en Belgique, à savoir : - Un engagement sur l'honneur de prise en charge souscrit par son frère et sa belle-soeur - La preuve des revenus de son frère et de sa belle- soeur, à savoir les fiches de paie Monsieur [Y.] et une attestation de la CAPAC relative aux allocations de chômage perçues par l'épouse de celui-ci. - La composition de ménage de son frère et de sa belle-sœur - Des preuves que depuis son arrivée sur le territoire, l'intéressé vit à charge de son frère et de sa belle-soeur, à savoir les preuves de paiement de loyers par sa soeur ainsi qu'une attestation du propriétaire du logement[.] Que la partie adverse a cependant totalement passé sous silence l'ensemble de ces éléments pourtant primordiaux, manquant ainsi à son obligation de motivation ; Qu'en effet, contrairement à ce que soutient la partie adverse dans la déc[i]sion attaquée, le requérant ne s'est pas limité à invoquer qu'il était membre de la famille d'un citoyen UE mais a également démontré qu'il cohabitait avec ce dernier depuis plusieurs années et à charge de ce dernier, démontrant en outre la suffisance des revenus du ménage de son frère ; Que la partie adverse s'est cependant contentée d'une motivation lacunaire et stéréotypée, sans examiner le critère de cohabitation et de dépendance matérielle et financière à l'égard de son frère belge* ». Elle souligne que s'il n'est pas remis en cause que l'Instruction du 19 juillet 2009 a été annulée par le Conseil d'Etat, la volonté du gouvernement d'appliquer la Directive 2004/38 est sans équivoque. Elle reproduit le contenu de l'article 3, point 2, de la Directive en question et elle en rappelle succinctement la portée. Elle indique que « *suite au manquement à l'obligation de transposition des directives en droit national dans le délai fixé, à savoir le 30 avril 2006 concernant la directive 2004/38, « la Commission européenne a décidé le 17 octobre 2007 de saisir la Cour de Justice des Communautés européennes du chef de transposition tardive et incomplète de la directive 2004/38 afin d'éviter que le recours en manquement d'Etat soit déposé officiellement. (...) A la date du 30 avril 2008, la directive a un retard de transposition de plus de deux ans et que la Commission européenne a instauré une " tolérance zéro " pour ce type de retard ». (Préambule du 7 MAI 2008. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des*

étrangers) ». Elle expose « *Que l'article 3, point 2 précité n'ayant toujours pas été transposé en droit belge et que ce dernier ayant primauté dans la hiérarchie des normes de par son caractère directement applicable dans la mesure où cette disposition contient des critères suffisamment clairs et précis pour être considérée comme norme de droit, il y a lieu de rechercher la volonté du gouvernement, exprimée clairement par Monsieur le Secrétaire d'Etat Wathelet, à savoir qu'il soit appliqué en droit belge tel que transposé par le point 2.3 de l'instruction du 19 juillet 2009, indépendamment de son annulation ; Que par application directe, il faut entendre « l'aptitude d'une règle de droit international à conférer par elle-même aux particuliers sans requérir aucune autre mesure d'exécution, des droits dont ils puissent se prévaloir devant les autorités juridictionnelles de l'Etat où cette règle est en vigueur " ([…]). Qu'il faut ainsi que la Convention énonce une règle d'où il résulte un droit subjectif, que celui qui s'en prévaut soit un particulier, qu'aucune mesure interne ne soit prise en vue de mettre la convention en oeuvre et le fait que la convention doit être en vigueur ; ([…]) ; Que tel est le cas en l'espèce, la Directive 2004/38/CE instaurant un droit subjectif au séjour en faveur des membres de la famille d'un citoyen UE non visés par la législation nationale en matière de regroupement familial mais pouvant démontrer une cohabitation et/ou une dépendance matérielle et économique avec ce citoyen européen ; Que la Cour de Justice des Communautés Européennes a ainsi établi dans sa jurisprudence qu'une directive avait un effet direct lorsque ses dispositions sont inconditionnelles et suffisamment claires et précises (arrêt du 4 décembre 1974, Yan Duyn). Que cependant, l'effet direct ne peut être que de nature verticale et n'est valable que si les États membres n'ont pas transposé la directive dans les délais (arrêt du 5 avril 1979, Ratti); Que cette directive doit donc s'appliquer en l'espèce, sans quoi la Belgique manquerait à ses obligations concernant l'article 3 de la directive ; Que si ce critère avait été consacré en tant que tel par l'instruction du 19 juillet 2009 annulée, il n'en demeure pas moins que le requérant en sollicitait son application, non seulement sur base de l'instruction du 19 juillet 2009, mais aussi et surtout sur base du droit communautaire ; Qu'en effet, le requérant a clairement exposé, en terme de requête, que son frère belge le prenait en charge depuis son arrivée sur le territoire ; Que, par conséquent, tout retour de l'intéressé au Maroc est dès lors inconcevable eu égard à sa situation familiale actuelle et constituerait une ingérence dans ses droits à la vie privée et familiale ; Que cette ingérence ne poursuivrait pas un but légitime, tel que prévu au paragraphe 2 de l'article 8 de la CEDH et serait dès lors disproportionnée ; « La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat » (Pactes Internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques faits à New York le 19 décembre 1966 et approuvés par la loi du 15 mai 1981, M.B., 6 déc. 1983, voy. en ce sens, Cour eur. D.H., arrêt Buscemi c. Italie du 16 septembre 1999, Recueil des arrêts et décisions 1999-III, p.979, §53) ; Que c'est en ce sens que le préambule à la Convention, précise ; les Etats parties énoncent que « convaincus que la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres, (...), doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir pleinement jouer son rôle dans la communauté ». Le propos introductif de la convention se poursuit en mettant en exergue la nécessité de la structure familiale et son « climat de bonheur, d'amour et de compréhension », pour « l'épanouissement harmonieux de la personnalité » ; Que si le pacte international est dépourvu d'effets dans l'ordonnancement juridique belge, il en va autrement de son corollaire, l'article 8 de la CEDH (Convention Européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 13 mai 1955, M.B., 19 août 1955, Err., 29 juin 1961) qui consacre le droit au respect de la vie familiale et privée en tant que prérogative inhérente à tout individu, lui permettant de la sorte de vivre ses relations personnelles à l'abri de l'intervention des pouvoirs publics (Ph. GRANT, La protection de la vie familiale et de la vie privée en droit des étrangers, Baie, Helbing & Lichtenhahn, 2000, p.263) ; Qu'à cet égard le requérant fera état d'une observation qui trouvera à s'insérer dans la logique jurisprudentielle de Strasbourg ; Que celui-ci tend à souligner que l'existence d'une fratrie ou autrement dit, de lien entre frères et soeurs est constitutive selon la Cour européenne des droits de l'homme de l'effectivité d'une vie familiale justifiant à ce titre de la protection de l'article 8 CEDH (Voy. not., Cour eur. D.H., arrêt Olsson c. Suède du 24 mars 1988, Série A, Vol. 130,§§78ss; Cour eur. D.H., arrêt Boughanemi c. France du 24 avril 1966, Recueil des arrêts et décisions 1996-11, p.593, §35) ; Que, par ailleurs, il importe de rappeler que l'article 8 comporte en son alinéa 2 un principe dispositif selon lequel l'autorité étatique peut légalement méconnaître la portée de la règle inscrite à l'alinéa 1er pour autant qu'elle justifie qu'il s'agit en l'occurrence d'une mesure qui dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ; Que les mesures portant atteinte à l'exercice du droit inscrit à l'article 8 alinéa 1er, ne seront d'autant licite que si elles remplissent cumulativement deux exigences; poursuivre un but légitime et s'avérer nécessaire dans une société démocratique ; Que le requérant observe que la règle contenue à l'article 9bis de la [Loi] ne poursuit et ne justifie aucun des critères susmentionnés ; Qu'en cas de refus d'une autorisation de séjour en faveur de l'intéressé en vue de le*

contraindre à retourner au Maroc, ce dernier devrait rester séparé de son frère belge, lequel le prend en charge matériellement depuis plus de trois ans et chez lequel il vit depuis son arrivée sur le territoire-comme il en ressort du dossier administratif-, et aurait pour conséquence d'entraîner une rupture de l'unité familiale ; Que dès lors, cette ingérence serait disproportionnée ; Qu'en effet lorsqu'un étranger possède une famille dans un pays donné, le refus de l'admettre dans le pays ou la décision de l'expulser ou de l'extrader de ce pays est susceptible de compromettre l'unité familiale et, par suite, de porter atteinte à son droit au respect de la vie familiale (Ergec, R., « Protection européenne et internationale des droits de l'homme», C.D.P.K, Gand, 2000, p.152. Voyez également C.E.D.H, arrêt Moustaquin, 18 février 1991, R.T.D.H, p.385) ; Qu'en l'espèce, il est manifeste que la décision attaquée a été prise en méconnaissance des dispositions communautaires, à savoir l'article 8 CEDH, mais surtout, l'article 3.2 de la Directive 2004/38 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, lesquelles ont pourtant primauté dans la hiérarchie des normes ».

3. Discussion

3.1. Le Conseil rappelle, à titre liminaire, que, selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, à laquelle il se rallie, l'exposé d'un « moyen de droit » requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment, C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

Le Conseil observe que la partie requérante s'abstient d'expliquer, dans son unique moyen, de quelle manière la partie défenderesse aurait violé le principe de sécurité juridique, le principe de bonne foi, le principe « *Patere legem quam ipse fecisti* » et le principe de légitime confiance.

Il en résulte que le moyen unique est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation des principes précités.

3.2. Sur les branches réunies du moyen unique pris, le Conseil rappelle que dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9 *bis* de la Loi, l'appréciation des « circonstances exceptionnelles » auxquelles se réfère cette disposition constitue une étape déterminante de l'examen de la demande, dès lors qu'elle en conditionne directement la recevabilité en Belgique, en dérogation à la règle générale d'introduction dans le pays d'origine ou de résidence de l'étranger, et ce quels que puissent être par ailleurs les motifs mêmes pour lesquels le séjour est demandé. Le Conseil souligne ensuite que les « circonstances exceptionnelles » précitées sont des circonstances qui rendent impossible ou particulièrement difficile le retour temporaire de l'étranger dans son pays d'origine pour y accomplir les formalités nécessaires à l'introduction d'une demande de séjour, que le caractère exceptionnel des circonstances alléguées doit être examiné par l'autorité administrative dans chaque cas d'espèce, et que si celle-ci dispose en la matière d'un large pouvoir d'appréciation, elle n'en est pas moins tenue de motiver sa décision et de la justifier adéquatement (en ce sens, notamment : C.E., n° 107.621, 31 mars 2002 ; CE, n° 120.101, 2 juin 2003).

Le Conseil rappelle également qu'est suffisante la motivation de la décision qui permet à l'intéressé de connaître les raisons qui l'ont déterminée et que l'autorité n'a pas l'obligation d'expliciter les motifs de ses motifs (voir notamment : C.E., arrêt 70.132 du 9 décembre 1997 ; C.E., arrêt 87.974 du 15 juin 2000).

3.3. En l'occurrence, la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a, de façon circonstanciée et méthodique, abordé les principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour du requérant (l'instruction du 19 juillet 2009, le lien de parenté avec un citoyen de l'Union européenne (à savoir son frère), la durée de son séjour et son intégration en Belgique, le droit à la vie privée et familiale protégé par l'article 8 de la CEDH et enfin l'absence d'attache au pays d'origine) et a adéquatement exposé les motifs pour lesquels elle a estimé qu'ils ne constituaient pas une circonstance exceptionnelle au sens de la disposition légale précitée, c'est-à-dire une circonstance rendant difficile ou impossible un retour au pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour par la voie normale.

Le premier acte attaqué satisfait dès lors, de manière générale, aux exigences de motivation formelle, car requérir davantage de précisions reviendrait à obliger l'autorité administrative à fournir les motifs des motifs de sa décision, ce qui excède son obligation de motivation.

De plus, le Conseil constate qu'en mentionnant dans l'acte litigieux que « *Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle* » et en précisant ensuite les raisons pour lesquelles chacun d'entre eux ne constitue pas pareille circonstance, la partie défenderesse a procédé à un examen à la fois circonstancié et global de tous les éléments présentés par le requérant à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour.

3.4. Concernant l'argumentation fondée sur la vie privée et familiale du requérant et de manière générale sur la violation de l'article 8 de la CEDH, le Conseil relève que la partie défenderesse a expressément motivé à cet égard que « *Ainsi encore, l'intéressé invoque le respect de sa vie privée et familiale en se référant à l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales. A ce propos, il est à relever qu'un retour au Maroc, en vue de lever les autorisations requises pour permettre son séjour en Belgique, ne constitue pas une violation de cet article de par son caractère temporaire. De plus, une séparation temporaire de l'intéressé d'avec ses attaches en Belgique ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans le droit à sa vie familiale et privée. En effet, un retour temporaire vers le Maroc, en vue de lever les autorisations pour permettre son séjour en Belgique, n'implique pas une rupture des liens privés et familiaux de l'intéressé mais lui impose seulement une séparation d'une durée limitée en vue de régulariser sa situation. Considérons en outre que ledit article ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire; qu'en imposant aux étrangers, dont le séjour est illégal de leur propre fait, de retourner dans leur pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, l'autorisation requise pour être admis sur le territoire belge, le législateur entend éviter que ces étrangers puissent retirer un avantage de l'illégalité de leur situation et que la clandestinité soit récompensée ; que rien ne permet de soutenir que cette obligation serait disproportionnée par rapport à l'ingérence qu'elle pourrait constituer dans la vie privée et familiale de l'intéressé et qui trouve son origine dans son propre comportement (…) (C.E., 25 avril 2007, n°170.486)* », ce qui ne fait l'objet d'aucune remise en cause concrète.

Le Conseil rappelle ensuite que le Conseil d'Etat et le Conseil de céans ont déjà jugé que « *le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la [CEDH] peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la [CEDH]. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la [CEDH] ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait* » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu' « *En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la Convention européenne des droits de l'homme. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise* » (considérant B.13.3).

Le Conseil souligne que ces jurisprudences sont applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9 *bis* de la Loi d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où

l'étranger est autorisé au séjour, n'impose au requérant qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois.

En conséquence, force est de constater que la partie défenderesse a bien effectué une balance des intérêts entre d'une part les obligations imposées par la Loi et particulièrement l'article 9 *bis* et d'autre part la vie privée et familiale du requérant, et a motivé à suffisance et adéquatement quant à ce.

Pour le surplus, la partie requérante reste quant à elle en défaut d'établir *in concreto* et *in specie* le caractère déraisonnable ou disproportionnée de la balance des intérêts. Elle ne soulève en outre pas en quoi la vie privée et familiale ne pourrait pas se poursuivre temporairement ailleurs qu'en Belgique

La partie défenderesse n'a dès lors pas violé l'article 8 de la CEDH.

3.5. S'agissant de la longueur du séjour et de l'intégration du requérant (attestée par divers éléments), le Conseil observe que la partie défenderesse a motivé ce qui suit : « *L'intéressé invoque également la durée de son séjour (depuis 2000 selon ses dires) et son intégration (attaches sociales développées en Belgique et famille en Belgique) comme circonstances exceptionnelles. Il est à rappeler que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Par conséquent, la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (C.E., 24 oct.2001, n° 100.223). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (C.E., 26 nov.2002, n° 112.863)* ». Le Conseil considère en effet que ces derniers éléments sont autant de renseignements tendant à prouver tout au plus la volonté du requérant de séjourner sur le territoire belge mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour. Dès lors, en relevant la longueur du séjour et les éléments spécifiques d'intégration invoqués par le requérant et en estimant que ceux-ci ne constituent pas une circonstance exceptionnelle car il appartenait au requérant de démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger, la partie défenderesse a valablement exercé son pouvoir d'appréciation et a suffisamment et adéquatement motivé sa décision.

3.6. Quant au critère 2.3. de l'Instruction du 19 juillet 2009 et aux précisions à ce propos, le Conseil rappelle, à l'instar de la partie défenderesse en termes de motivation, que le Conseil d'Etat, dans l'arrêt n° 198 769 prononcé le 9 décembre 2009 a annulé cette instruction.

Le Conseil ajoute à cet égard que l'annulation d'un acte administratif par le Conseil d'Etat fait disparaître cet acte de l'ordre juridique avec effet rétroactif et que cette annulation vaut « erga omnes » (sur la portée rétroactive de l'arrêt d'annulation : P. LEWALLE, Contentieux administratif, 2ème éd., 2002, Larcier, p. 935 et ss. , n°518 et ss - P. SOMERE, « L'Exécution des décisions du juge administratif », Adm. Pub., T1/2005, p.1 et ss.). L'arrêt d'annulation a une autorité absolue de chose jugée (C.E., 30 septembre 1980, n° 20.599).

En conséquence, le requérant n'est donc plus en droit d'invoquer le bénéfice de cette instruction.

3.7. Relativement au lien de parenté du requérant avec un citoyen de l'Union européenne (à savoir son frère) et à l'absence d'attache au pays d'origine, le Conseil remarque que la partie défenderesse a motivé à suffisance et à juste titre respectivement que « *L'intéressé se prévaut d'un lien de parenté avec un citoyen de l'Union Européenne, à savoir son frère. Il convient de souligner qu'on ne voit pas en quoi cet élément constituerait une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour dans [le] pays d'origine en vue d'y lever l'autorisation requise. De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher l'intéressé de retourner dans son pays pour le faire (C.E., 27 mai 2003, n°120.020). Dès lors, aucune circonstance exceptionnelle n'est établie* » et que « *L'intéressé déclare ne plus avoir aucune attache dans son pays d'origine. Il est à noter qu'il n'avance aucun élément pour démontrer ses allégations qui permettraient de penser qu'il serait dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner*

temporairement son pays d'origine. D'autant plus que majeur, étant âgé de 54 ans, il ne démontre pas qu'il ne pourrait raisonnablement se prendre en charge temporairement ou qu'il ne pourrait se faire aider et/ou héberger par des amis ou encore obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe l'intéressé d'étayer son argumentation (C.E, du 13 juil.2001 n° 97.866). Par conséquent, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant impossible tout retour au pays d'origine », ce qui ne fait l'objet d'aucune critique concrète. Pour le surplus, la cohabitation et la dépendance matérielle et financière du requérant à l'égard de son frère belge ne peuvent énerver ce qui précède.

3.8. A propos de la motivation selon laquelle « *In fine, il convient de relever que l'intéressé a contrevenu à l'ordre public. De fait, il ressort d'informations en notre possession que celui-ci a été condamné à une peine d'emprisonnement de 2 ans. Il est à rappeler que le fait de ne pas contrevenir à l'ordre public est une condition nécessaire à quelque autorisation de séjour que ce soit* », le Conseil souligne qu'il s'agit d'une motivation surabondante et que le reste de la motivation de la partie défenderesse suffit à elle seule pour conclure que les éléments invoqués en termes de demande ne constituent pas des circonstances exceptionnelles. Par ailleurs, il ne ressort aucunement du reste de la motivation de la partie défenderesse que celle-ci a indiqué que les éléments soulevés dans la demande ne peuvent l'emporter sur l'intérêt supérieur de l'Etat au regard du passé judiciaire de ce dernier. Ainsi, il est inutile de s'attarder sur l'argumentation relative à la notion de danger pour l'ordre public et sur les informations fournies quant à la situation judiciaire du requérant.

3.9. Au sujet de l'ensemble des développements fondés sur l'article 3. 2 de la Directive 2004/38/CE, outre le fait qu'elle n'a pas été invoquée en temps utile à l'appui de la demande et que le requérant n'a aucunement introduit une demande de regroupement familial, le Conseil ne peut que constater en tout état de cause que le requérant se trouve dans une situation qui ne relève pas du champ d'application de cette Directive. Celle-ci définit ses bénéficiaires en son article 3.1, lequel dispose : « *La présente directive s'applique à tout citoyen de l'Union qui se rend ou séjourne dans un Etat membre autre que celui dont il a la nationalité, ainsi qu'aux membres de sa famille, tels que définis à l'article 2, point 2), qui l'accompagnent ou le rejoignent* ». Dans le cas d'espèce, le Conseil observe que ni le frère ni la belle-sœur du requérant ne sont des citoyens de l'Union qui se rendent ou séjournent dans un autre Etat membre que celui dont ils ont la nationalité. En effet, le frère et la belle-sœur du requérant sont belges et la partie requérante ne prétend nullement qu'ils aient fait usage de leur liberté de circulation au sein de l'Union avant l'introduction de la demande. Dès lors, il est manifeste que le requérant, ressortissant d'un Etat tiers à l'Union européenne et se trouvant dans une situation où la dimension transfrontalière requise pour l'application de la Directive 2004/38/CE fait défaut, ne peut se prévaloir de la réglementation européenne relative au droit à la libre circulation et au libre séjour des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles, dont le bénéfice est conditionné par l'existence d'un déplacement au sein de l'Union.

3.10. En conséquence, la partie défenderesse a pu valablement déclarer irrecevable la demande du requérant.

3.11. S'agissant de l'ordre de quitter le territoire notifié au requérant en même temps que la décision d'irrecevabilité de sa demande d'autorisation de séjour, il s'impose de constater qu'il ne fait l'objet en lui-même d'aucune critique spécifique par la partie requérante et que, de toute façon, compte tenu de ce qui précède, il est motivé à suffisance en fait et en droit par la constatation que « *Article 7 alinéa 1er, 1 de la loi du 15 décembre 1980 modifiée par la loi du 15 juillet 1996 - Demeure dans le Royaume sans être porteur des documents visés par l'article 2 de la loi: n'est pas en possession de son visa. L'intéressé n'ayant ni déclaration d'arrivée ni cachet d'entrée dans son passeport, sa date d'arrivée ne peut être valablement déterminée* ».

3.12. Il résulte de ce qui précède que les branches réunies du moyen unique pris ne sont pas fondées.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. La requête en annulation étant rejetée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six février deux mille dix-huit par :

Mme C. DE WREEDE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme S. DANDOY,	greffier assumé.
Le greffier,	Le président,
S. DANDOY	C. DE WREEDE